

Objet du marché de travaux
« Petits travaux » d'entretien de chaussées de la DIR Centre-Ouest

1- **Généralités** : Référence dossier PLACE : DIRCO-CHAUSSÉES-BC

Code CPV : 45233141-9

Date limite de remise des offres : 30/03/2026 à 12H

Acheteur - Pouvoir Adjudicateur : Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest (DIRCO)

Point de contact : pfc.pcpaj.sg.dirco@developpement-durable.gouv.fr

Lieu de livraison ou d'exécution : département 03, 16, 18, 19, 23, 24, 36, 47, 79, 86, 87

Caractéristiques principales :

« petits travaux » d'entretien de chaussées comprenant des opérations d'un montant inférieur à 200 k€ TTC suivantes :

- les travaux de « purges » (grosses purges ou purges diffuses)
- les travaux de « petit » préventif, de type giratoire,
- les travaux de « petit » aménagement de sécurité (chaussées),
- les travaux de chaussées liées à des opérations sur Ouvrages d'Arts,
- les travaux de chaussées liés aux Dégâts au Domaine Public (DDP).

Le marché prévoit également les travaux de signalisation horizontale au niveau des chantiers.

Il n'y aura pas de travaux traitant de l'amiante dans le cadre de ce marché.

Pour information, les travaux d'entretien de chaussées dont le montant est supérieur à 200 k€ TTC (préventif et requalification), seront réalisés dans un accord-cadre à marchés subséquents, indépendant de la présente consultation.

Désignation des lots	
Lot 1	Départements de l'Indre (36) et du Cher (18) - A20, RN151, RN142
Lot 2	Départements de la Vienne (86) et des Deux Sèvres (79) - RN147, RN149, RN 249
Lot 3	Départements de la Dordogne (24) et du Lot et Garonne (47) – RN21 – RN 221 – RN 1021
Lot 4	Départements de Haute-Vienne (87), Creuse (23), Corrèze (19), Charente (16) et Allier (03) - A20, RN141, RN147, RN145, RN520, RN 21

A titre indicatif et sans engagement de la part du maître d'ouvrage, l'estimation **sur 4 ans** en valeur permettant d'apprécier l'ampleur prévisible de la commande est de :

Lot	Répartition moyenne en € TTC
1	3 M€
2	3 M€
3	4 M€
4	9 M€

Il n'y a pas de montant minimum, le montant maximum au niveau de chaque lot est le suivant :

Lot	Maximum sur la durée totale
1	6 M€
2	6 M€
3	8 M€
4	18 M€

Conditions minimales de participation :

☒ chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 M€ HT

☒ capacités minimales requises : centrale de capacité minimale de 150 t/h

Dévolution : soit entreprise individuelle, soit groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Dans le cas d'un groupement solidaire, les règlements seront effectués sur un compte unique.

Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination

Dans le prolongement des avancées de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 et la loi n° du 6 août 2019 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, le pôle ministériel est engagé dans une démarche en faveur de la diversité professionnelle et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Le protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes, signé le 23 octobre 2019 entre les ministres et les représentants des personnels prévoit l'intégration de la lutte contre les discriminations dans la commande publique ministérielle.

Cette démarche, s'inscrit dans le cadre des labels « Diversité » et « Égalité » décernés par l'Agence française de normalisation (AFNOR). Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers. Les ministères sont ainsi labellisés « Diversité » et « Egalité ».

Au-delà du respect des dispositions déjà incluses dans la présente consultation, le ministère est également sensible aux actions conduites par ses prestataires, dans ce domaine, au sein de leur entreprise.

Dans cette optique, nous transmettrons à l'attributaire pressenti un lien vers un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, qu'il lui sera demandé de compléter.

Les réponses que vous voudrez bien nous fournir nous serviront à recueillir des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées mais ne seront, en aucune façon, utilisées pour la sélection des candidatures et des offres, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

De même, l'absence de réponse n'aura aucune incidence sur l'exécution du marché.

2- Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Le DCE comprend : le présent RC et les pièces contractuelles constitutives du marché indiquées au CCAP ; les pièces suivantes non contractuelles : sans objet.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres ; celle-ci pourra être reportée.

Le candidat pourra faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande de renseignements via la PLACE (plate-forme des achats de l'État), à laquelle l'acheteur répondra au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.

3- Documents à fournir par les candidats :

Le dossier de candidature :

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME

- *Capacité économique et financière* : chiffre d'affaires des 3 dernières années.

- *Références* : marchés de même nature exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et l'acheteur public ou privé, avec attestation de bonne exécution.

- *Capacité professionnelle* : certificats de qualité attestant la compétence du candidat ; effectifs humains et moyens matériels du candidat.

Y compris pour les sous-traitants et co-traitants, avec la nature et le montant des prestations concernées.

A défaut de fournir ces documents, le candidat pourra indiquer le site internet sur lequel ils peuvent être consultés gratuitement ; ou indiquer l'offre qui les contient, déjà remise dans l'année à la DIR Centre-Ouest.

Le dossier de l'offre :

1°) L'offre financière :

*

 DE général + DE chantier fictif 1 + DE chantier fictif 2 ;
engagement signé par le représentant légal du candidat

Le chantier fictif 1 correspond à des travaux d'entretien de chaussées sur un giratoire, et le chantier fictif 2 correspond à des travaux d'entretien de chaussées avec la réalisation de purges (multiples et diffuses).

* l'acte d'engagement

* le bordereau des prix

2°) **Le mémoire justificatif**, limité à 150 pages (les pages au-delà de cette limite ne seront pas analysées), comprenant :

a. les moyens en personnels et matériels mis en œuvre, avec les qualifications et caractéristiques ; le niveau des centrales d'enrobage et leur localisation

b. l'organisation mise en place sur les chantiers et la méthodologie d'intervention ; avec les rendements, les hypothèses de travaux ; la composition des ateliers de mise en œuvre sur les axes 2x2 voies, les routes bidirectionnelles et les giratoires.

c. études de formulation et **tableau de synthèse par centrale à compléter**,

d. les mesures relatives à l'hygiène et la sécurité des personnels,

e. planning prévisionnel type (pour chacun des 2 chantiers fictifs, DE1 et DE2)

f. l'organisation relative à la maîtrise de la qualité, en particulier en matière de contrôle intérieur et de points d'arrêt

g. le dossier environnemental comprenant :

- tri et valorisation des déchets,
- recyclage ou réemploi des matériaux,
- label écologique ou équivalent,
- moyens humains en charge du sujet environnemental,
- filières utilisées pendant l'exécution du marché

4- Variantes - options :

- Compléments à apporter au CCTP :
- Variante (l'offre de base n'étant pas obligatoire) :
- Prestations supplémentaires éventuelles PSE :

5- Réception des plis :

Les offres seront obligatoirement remises sur la PLACE, sous la référence du dossier indiquée en tête .

Les pièces non demandées seront rejetées.

Un candidat pourra remettre plusieurs offres en agissant en qualité de candidat individuel et de co-traitant d'un groupement.

En cas d'allotissement, les candidats pourront soumettre une offre pour plusieurs lots.

6- Critères de sélection :

Pour les offres :

- **Critère C1** : prix pondéré à 60 % ; note prix = 20 x prix moins-disant / prix offre concernée

* Note Détail Estimatif général = 10 points

* Note Détail Estimatif chantier type 1 = 5 points

* Note Détail Estimatif chantier type 2 = 5 points

- **Critère C2** : valeur technique pondéré à 25 % avec les sous-critères pondérés suivants :

Sous-critères de pondération	
Désignation	Note maximale
a. les moyens que l'entreprise compte mettre en œuvre pour assurer la réalisation des travaux	4
b. l'organisation des chantiers et la méthodologie d'intervention	2
c. études de formulation et tableau de synthèse par centrale à compléter	8
d. les mesures relatives à l'hygiène et la sécurité des personnels	2
e. planning prévisionnel type, pour chacun des 2 chantiers fictifs	2
f. l'organisation relative à la maîtrise de la qualité, en particulier en matière de contrôle intérieur et de points d'arrêt	2
Valeur technique des prestations	Total : 20

- **Critère C3** : critère environnemental **dans le cadre du marché** pondéré à 15 % avec les sous-critères pondérés suivants : (les sous-critères ne peuvent concerner les pratiques générales au sein de l'entreprise, ils doivent avoir un lien avec l'objet du marché) :

- tri et valorisation des déchets (3 pts),
- recyclage ou réemploi des matériaux (7 pts),
- label écologique ou équivalent (3 pts) ,
- moyens humains en charge du sujet environnemental (3 pts),
- filières utilisées pendant l'exécution du marché (4 pts)

Les annexes et le calendrier prévisionnel ne seront pas considérées comme pièces contractuelles mais rentreront en ligne de compte dans la valeur technique de l'offre.

Les s/critères seront notés de 0 à 100% proportionnellement à la qualité de l'offre ; le maximum sera attribué lorsque l'offre sera de qualité pleinement satisfaisante. Les notes seront arrondies à 2 décimales après la virgule (en cas de résultat à 3 décimales sur un sous-critère, la note sera arrondie au multiple de 0,05 le plus proche, par ex : 0,625/1 sera arrondi à 0,65/1).

En cas d'égalité, l'offre retenue sera celle ayant obtenu la meilleure note au critère le plus important.

7- Classement des offres :

Les offres non éliminées selon le décret 2018-1075 seront classées selon leurs notes globales, calculées en sommant chaque note critère pondérée.

En cas d'erreurs dans les documents financiers remis, la priorité sera donnée :

aux prix unitaires, le montant total de l'offre étant alors rectifié en conséquence

Sur demande de l'acheteur, le candidat communiquera toute précision sur le dossier de l'offre, dans le délai imparti, notamment sur les décompositions ou sous-détails des prix.

8- Documents à fournir par l'attributaire :

- l'attributaire est invité à répondre au questionnaire portant sur la promotion « égalité/diversité » à l'adresse

suivante :

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSd7zRb2xh0OKnhKuTAq-yDQdeLHEFIyfEqnU3YmPH4wQGL3OA/viewform?usp=header>

- les documents réglementaires, fiscaux et sociaux, s'ils ne sont pas déjà fournis ou disponibles
- les attestations d'assurance exigées et le RIB

La notification du marché sera effectuée via la PLACE, avec accusé de réception automatique.

9- Clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi obligatoire

La DIRCO dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019^①, en incluant dans le cahier des charges une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable aux lots identifiés à l'article 11.1 du CCAP. (Lots n° 1 ,2 ,3 et 4).

Chaque entreprise qui se verra attribuer un lot devra réaliser pour l'exécution de son offre une action d'insertion professionnelle qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités précises de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion obligatoire sont détaillées à l'article 11 du C.C.A.P. Elles seront arrêtées de façon définitive avec l'entreprise titulaire lors des réunions préparatoires au démarrage du marché.

Néanmoins, le candidat doit renseigner l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement dès la phase de consultation.

Par la remise de son offre, l'entreprise candidate s'engage impérativement à réserver à minima le volume d'heures destiné à l'insertion professionnelle.

Ces heures pourront être réalisées par l'entreprise attributaire et/ou par son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s).

La DIRCO propose les services d'un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Ce dispositif est identifié à l'article 11.4 du CCAP.

Attention

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause sociale d'insertion obligatoire. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

10- Recours : l'instance de recours est le Tribunal Administratif, à saisir selon les voies précisées à l'article L551 du code de justice administrative. Adresse : Cours Vergniaud 87000 Limoges (tél 05 55 33 91 55)